

Arrest

nr. 156 618 van 18 november 2015
in de zaak RvV X / VIII

In zake: X

Gekozen woonplaats: X

tegen:

de Belgische staat, vertegenwoordigd door de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, thans de staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Administratieve Vereenvoudiging.

DE WND. VOORZITTER VAN DE VIIIste KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Mauritaanse nationaliteit te zijn, op 23 april 2014 heeft ingediend om de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van de gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding van 7 april 2014 tot afgifte van een inreisverbod.

Gezien titel I bis, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 4 september 2015, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 21 oktober 2015.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken C. VERHAERT.

Gehoord de opmerkingen van advocaat A. HAEGEMAN, die loco advocaat H. CHATCHATRIAN verschijnt voor de verzoekende partij, en van attaché B. DEVOS, die verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

1.1. Op 7 april 2014 wordt aan verzoeker een inreisverbod opgelegd voor een termijn van vijf jaar. Dit is de bestreden beslissing, die als volgt gemotiveerd is:

*“Aan de heer, die verklaart te heten:
[...]*

In voorkomend geval, ALIAS: /

Wordt inreisverbod voor 5 jaar opgelegd,

Voor het grondgebied van België, evenals het grondgebied van de staten die het Schengenacquis ten volle toepassen, tenzij hij beschikt over documenten die vereist zijn om er zich naar toe te begeven.

De beslissing tot verwijdering van 07.04.2014 gaat gepaard met dit inreisverbod.

Reden van de beslissing:

Het inreisverbod wordt afgegeven in toepassing van het hierna vermelde artikel van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en op grond van volgende feiten:

Artikel 74/11, §1, derde lid, van gaat de beslissing tot verwijdering gepaard met een inreisverbod van vijf jaar omdat betrokkene fraude heeft gepleegd of onwettige middelen heeft gebruikt, teneinde toegelaten te worden tot het verblijf of om zijn verblijf te behouden;

1° voor het vrijwillig vertrek geen enkele termijn is toegestaan of

2° niet aan de terugkeerverplichting werd voldaan.”

2. Onderzoek van het beroep

2.1. In een enig middel voert verzoeker de schending aan van artikel 74/11 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: de vreemdelingenwet), de artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen van het zorgvuldigheidsbeginsel, van het redelijkheidsbeginsel en proportionaliteitsbeginsel. Hij licht het middel toe als volgt:

“Violation de l'article 74/11 de la loi des étrangers

Violation de la motivation formelle, prévue par les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991

Violation du principe de diligence, du principe du caractère raisonnable et du principe de proportionnalité
II.1.1. La motivation formelle atteste de l'existence, prima facie, d'une explication dans la décision.

Art. 2. Les actes administratifs des autorités administratives visées à l'article premier doivent faire l'objet d'une motivation formelle. Art. 3. La motivation exigée consiste en l'indication, dans l'acte, des considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision. Elle doit être adéquate.

Ceci implique que l'acte attaqué doit être suffisamment motivé pour être compris par la partie requérante.

La motivation doit aussi être adéquate, c'est-à-dire qu'elle doit être claire, précise et concrète. Elle doit être suffisante et pertinente.

La motivation doit se faire au regard d'un tel choix adopté mais aussi au regard du choix délaissé.

II.1.2. In casu la partie requérante est d'opinion que la décision attaquée viole la motivation formelle parce que la décision impose une interdiction d'entrée d'une durée maximale de trois années à la partie requérante.

La partie défenderesse motive sa décision ainsi : « en vertu de l'article 74/11 §1, de la LLE 1980, le délai de l'interdiction d'entrée est de 5 ans car :

Art. 74/11.[1 § 1er. La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas. La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de maximum trois ans, dans les cas suivants : 1° lorsqu'aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire ou; 2° lorsqu'une décision d'éloignement antérieure n'a pas été exécutée. [2 Le délai maximum de trois ans prévu à l'alinéa 2 est porté à un maximum de cinq ans lorsque : 1° le ressortissant d'un pays tiers a recouru à la fraude ou à d'autres moyens illégaux afin d'être admis au séjour ou de maintenir son droit de séjour; 2° le ressortissant d'un pays tiers a conclu un mariage, un partenariat ou une adoption uniquement en vue d'être admis au séjour ou de maintenir son droit de séjour dans le Royaume.]2 La décision d'éloignement peut être assortie d'une interdiction d'entrée de plus de cinq ans lorsque le ressortissant d'un pays tiers constitue une menace grave pour l'ordre public ou la sécurité nationale.

II.1.3. L'acte attaqué implique une mesure particulièrement grave, dont l'impact sur la vie de la partie requérante ne peut pas être surestimé difficilement.

Lors d'une décision comme celle-ci, qui porte évidemment atteinte à plusieurs principes, disposition statutaires et droits fondamentaux, on peut s'attendre à ce qu'elle soit motivée formellement. Surtout si la partie défenderesse estime que le délai de 5 ans s'impose !

En l'espèce, ce n'est pas le cas.

L'acte attaqué n'est donc soutenu par aucun motifs réels et juridiques, il est atteint d'une façon négligente et déraisonnable et viole le principe de sécurité juridique.

II.1.4. L'article 74/11 de la loi des étrangers n'implique pas une obligation selon laquelle une interdiction d'entrée d'une durée maximale de cinq ans soit donnée automatiquement à la partie requérante.

Tout d'abord, la partie défenderesse n'explique pas la « fraude », élément capital dans le choix de donner une interdiction de cinq ans. Elle explique encore moins s'il s'agit d'une fraude afin d'être admis au séjour OU s'il s'agit d'une fraude pour maintenir son séjour !

En ne motivant donc pas son choix relatif à la durée d'interdiction, il apparait manifeste que la partie défenderesse viole l'obligation de motivation formelle telle que prévue par les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991.

Deuxièmement, l'article 74/11 de la loi des étrangers fournit seulement la possibilité pour la partie adverse de donner une interdiction d'entrée et n'oblige pas la partie adverse de donner cette interdiction effectivement et à tout moment.

Art. 74/11.[1 § 1er. La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas. La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de maximum trois ans, dans les cas suivants :

1° lorsqu'aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire ou; 2° lorsqu'une décision d'éloignement antérieure n'a pas été exécutée.

L'interdiction d'entrée ne peut contrevenir au droit à la protection internationale, telle qu'elle est définie aux articles 9ter, 48/3 et 48/4.]1 ----- (1)<Inséré par L 2012-01-19/12, art. 18, 063; En vigueur : 27-02-2012>

Premièrement, selon les dispositions de l'article 74/11 LLE 1980, la partie défenderesse doit prendre en compte toutes les circonstances propres à chaque espèce.

Or, il n'apparait nulle part quelle est la motivation de la partie défenderesse !

Dans tous les cas, qu'elle adopte un délai minimal d'un an, ou encore un délai maximal de 5 ans, la partie défenderesse doit motiver son choix ! D'autant plus, si elle estime que les circonstances de l'espèce amènent à opter pour un délai qui va au-delà du maximum autorisé.

En se référant seulement à cette possibilité, la partie adverse ne précise par aucun moyen pourquoi elle d'opinion qu'elle doit prendre une telle décision de délai de 5 ans..

La référence à l'article 74/11 de la loi des étrangers est donc incorrecte.

Deuxièmement, la partie défenderesse doit prendre en compte la possibilité de donner une interdiction d'entrée d'un délai de moins de 5 ans.

Or, à nouveau, on ne précise nulle part pourquoi on a opté pour le délai de cinq ans.

L'interdiction d'entrée est d'un délai de cinq ans ce qui implique que l'article 74/11 ne donne la possibilité de donner une interdiction d'entrée de plus de trois ans pour des raisons exhaustives dont il importe qu'elles soient correctement (ou du moins tout simplement) motivées. C'est juste pour ce délai concret que la partie adverse doit motiver et qu'on doit faire une recherche à fond.

La partie adverse essaiera sans doute de se défendre en se référant au fait qu'elle dispose d'une compétence discrétionnaire.

La partie requérante ne conteste pas cette compétence discrétionnaire, au contraire, cette constatation est une partie intégrante du point de vue juridique de la partie requérante.

Le simple fait qu'il s'agisse d'une compétence discrétionnaire et non d'une compétence obligatoire, fait que la partie adverse doit motiver pourquoi elle opte pour un délai de plus de 5 ans et pourquoi elle n'opte pas pour un délai plus court.

Si la partie adverse ne disposait pas d'une compétence discrétionnaire et si la loi imposait toujours une interdiction d'entrée de cinq ans, il n'y aurait pas de problème de motivation. Dans ce cas, la partie adverse serait liée par la loi et elle ne devrait pas motiver ses décisions au niveau du délai maximum appliqué.

En effet, plus grande est la compétence discrétionnaire de la partie adverse, plus stricte est l'exigence de justification. L'ampleur de l'exigence de justification est proportionnelle à l'ampleur de la compétence discrétionnaire de la partie adverse.

In casu la compétence discrétionnaire est large: la partie adverse a la possibilité de varier entre 0 et 5 ans. Il s'agit alors d'une marge drastique énorme.

La partie adverse a donc la possibilité d'opter pour un délai maximal de cinq ans (ce qui n'est pas contesté) mais elle doit motiver pourquoi elle opte pour ce délai et non simplement citer la loi sans plus d'explications. La partie adverse ne peut pas prétendre que le délai maximum de cinq ans résulte automatiquement de la loi, pour après se cacher derrière sa compétence discrétionnaire, compétence discrétionnaire qui demande alors une justification.

Cfr. in casu OPDEBEEK EN COOLSAET (I. OPDEBEEK EN A. COOLSAET, *Formele Motivering van bestuurshandelingen*, Administratieve rechtsbibliotheek, Brugge, Die Keure, (7), 1999 blz. 145.

[...]

II.1.5. Vu que la partie requérante dispose d'une compétence discrétionnaire pour donner une interdiction d'entrée avec un délai entre 0 et 60 mois, elle doit motiver pourquoi a-t-elle opté pour le délai maximum de 5 ans et pourquoi n'opte-t-elle pas pour un délai plus court ?

En déterminant le délai de l'interdiction d'entrée, la partie adverse doit tenir compte du critère de proportionnalité. Le délai de l'interdiction d'entrée doit être déterminé sur la base des circonstances pertinentes de l'affaire. En plus, le délai de l'interdiction d'entrée doit être proportionnée au but ou au motif de l'interdiction d'entrée.

In casu, la motivation de la partie adverse ne démontre pas qu'il est tenu compte des circonstances pertinentes et la partie adverse ne fait pas preuve qu'elle a appliqué le critère de proportionnalité en ce qui concerne le but et les raisons de l'interdiction d'entrée.

En ce qui concerne l'interdiction d'entrée, on doit – strictement – adopter une violation de la motivation formelle.

In casu la partie requérante se réfère à un arrêt récent n° 92 111 du 27 novembre 2012.

Ici, votre Conseil était d'opinion que la partie adverse a agi d'une façon déraisonnable en donnant un délai de trois ans sans aucune recherche et sans aucune motivation de la situation spécifique. Ici, une violation de la motivation formelle a été retenue.

II.1.6. En plus, la partie requérante se réfère à un arrêt encore plus récent de votre Conseil du 6 novembre 2013 (RvV 131.489 / II) dans lequel votre Conseil stipule:

“De Raad wijst erop dat krachtens artikel 74/11, §1, eerste lid van vreemdelingenwet, de duur van het inreisverbod dient te worden vastgesteld door rekening te houden met de specifieke omstandigheden van elk geval. Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 19 januari 2012 tot wijziging van de vreemdelingenwet blijkt dat artikel 74/11 van de vreemdelingenwet een onderdeel betreft van de omzetting van de richtlijn 2008/115/EG van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 16 december 2008 over gemeenschappelijke normen en procedures in de lidstaten voor de terugkeer van derde landen die illegaal op hun grondgebied verblijven (Pb L 24 december 2008, afl. 348s 98 e.v.). In die zin wordt in de parlementaire voorbereiding m.b.t. artikel 74/11 van de vreemdelingenwet en het inreisverbod het volgende benadrukt: “de richtlijn legt echter op dat men tot een individueel onderzoek overgaat (overweging 6), dat men rekening houdt met “alle omstandigheden eigen aan het geval en dat men het evenredigheidsbeginsel respecteert” (Parl. St. Kamer, 2011-2012, nr. 53K1825/001, 23).

In casu, stelt de Raad evenwel vast dat in de bestreden beslissingen niet wordt gemotiveerd omtrent de termijn van het inreisverbod. In de bestreden beslissingen wordt op quasi automatische wijze een inreisverbod opgelegd voor de maximumtermijn van drie jaar. Waarom deze maximumtermijn wordt gehanteerd, wordt niet uiteengezet. Zoals verzoekers terecht aanvoeren, vindt de Raad in de vierde en vijfde bestreden beslissing, noch in het administratief dossier enige afweging of onderzoek terug dat betrekking heeft op de specifieke omstandigheden van verzoekers. De Raad dient vast te stellen dat waar de gemachtigde een inreisverbod oplegt voor de maximale termijn van drie jaar zonder enig onderzoek naar en motivering omtrent de specifieke omstandigheden van verzoekers en de duur van het inreisverbod, de gemachtigde, gezien de verstrekkende gevolgen van een inreisverbod, op een kennelijk onredelijke wijze gehandeld heeft.

Een schending van de formele motiveringsplicht wordt aangenomen wat de beslissingen houdende een inreisverbod betreft, daar verweerder niet kan volstaan met de enkele verwijzing naar artikel 74/11, §1, eerste lid van de vreemdelingenwet.” (eigen onderlijning)

La Cour de Cassation a aussi confirmé cette position : il y a violation de l'obligation de motivation si, dans une décision d'interdiction d'entrée, le délai maximum de 3 ans est imposé de manière automatique, sans motifs explicites pour apprécier un tel choix (arrêt n°225.871 du 18 décembre 2013 – pièce jointe 3).

II.1.7. Il est alors imprudent et déraisonnable que la partie adverse donne une interdiction d'entrée d'un délai maximum de cinq ans à la partie requérante sans aucune motivation particulière. La motivation actuelle ne fait donc aucune référence au choix d'imposer le délai maximum.”

2.2. De artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen verplichten de overheid in de akte de juridische en feitelijke overwegingen op te nemen die aan de beslissing ten grondslag liggen, en dat op een “afdoende” wijze. Het afdoende karakter van de motivering betekent dat de motivering pertinent moet zijn, dit wil zeggen dat ze duidelijk met de beslissing te maken moet hebben, en dat ze draagkrachtig moet zijn, dit wil zeggen dat de aangehaalde redenen moeten volstaan om de beslissing te dragen.

De bestreden beslissing vermeldt dat ze werd genomen op grond van artikel 74/11, §1, derde lid van de vreemdelingenwet. Evenwel dient vastgesteld te worden dat de bestreden beslissing zich daartoe beperkt. Nergens in de bestreden beslissing kan worden gelezen op grond van welke feitelijke vaststelling het motief van fraude steunt, of voldaan is aan de constitutieve bestanddelen van artikel

74/11, §1, derde lid, van de vreemdelingenwet, noch of bij het bepalen van de duur van het inreisverbod rekening werd gehouden met alle specifieke elementen van het geval, zoals vereist door het eerste lid van diezelfde bepaling. Te dezen stelt de Raad vast dat de bestreden beslissing toepassing maakt van het maximum van vijf jaar inreisverbod zonder dat wordt vermeld met welke specifieke omstandigheden rekening werd gehouden, evenmin blijkt enige afweging uit de bestreden beslissing. Het komt de Raad niet toe om zelf uit de gegevens van het administratief dossier te gaan distilleren op basis van welke concrete elementen de vaststelling van fraude dan wel berust, noch daarbij zelf de vereiste afwegingen te maken met betrekking tot het bepalen van de duur van het inreisverbod.

De Raad dient dan ook vast te stellen dat de bestreden beslissing niet vermeldt op basis van welke feitelijke elementen werd besloten tot fraude, noch op welke elementen de keuze om meteen het verhoogde maximum van vijf jaar inreisverbod op te leggen steunt.

Het middel is gegrond.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Enig artikel

De beslissing van de gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding van 7 april 2014 tot afgifte van een inreisverbod, wordt vernietigd.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op achttien november tweeduizend vijftien door:

dhr. C. VERHAERT,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

mevr. K. VERHEYDEN,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

K. VERHEYDEN

C. VERHAERT